



**NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.: GENERALE

E/ECA/TRADE/92/16/Rev.1
22 septembre 1993

Original: FRANÇAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion du Comité d'experts de la
douzième session de la Conférence
des ministres africains du commerce

Tunis, Tunisie
19-21 octobre 1993

**PERSPECTIVES D'ACCROISSEMENT DU COMMERCE INTRA-AFRICAIN
ET ELIMINATION DES OBSTACLES DES BARRIERES
TARIFAIRES ET NON-TARIFAIRES**

TABLE DES MATIERES

| | | |
|----|---|----|
| I. | INTRODUCTION | 5 |
| | CHAPITRE I - TENDANCES ET CARACTERISTIQUES DES ECHANGES IN- TRA-AFRICAINS | 6 |
| 1. | Tendances récentes | 6 |
| 2. | Dominantes principales des échanges intra-africains | 8 |
| 3. | Caractéristiques des échanges intra-sous-régionaux | 8 |
| | CHAPITRE II - PERSPECTIVES D'ACCROISSEMENT DES ECHANGES INTRA-SOUS-REGIONAUX | 11 |
| 1. | Conditions d'une intensification des échanges intra-africains | 11 |
| a) | Obstacles | 11 |
| b) | Perspectives d'accroissement | 11 |
| 2. | Nécessité d'une coopération douanière intra-sous-régionale | 12 |
| | CHAPITRE III - LIBERALISATION DES ECHANGES AU SEIN DES GROUPEMENTS ECONOMIQUES SOUS-REGIONAUX EXISTANTS | 14 |
| 1. | Principales mesures de libéralisation des échanges qui ont été adoptées par les Etats membres de la ZEP, de la CEPGL, de l'UDEAC, de la CEEAC, de la CEDEAO et de l'UMA | 14 |
| a) | Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique orientale et australe (ZEP) | 14 |
| b) | Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) | 16 |
| c) | Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) | 18 |
| d) | Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) | 18 |
| e) | Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) | 19 |
| f) | Union du Maghreb arabe (UMA) | 20 |

| | | |
|----|--|----|
| 2. | Progrès enregistrés et problèmes rencontrés dans la mise en oeuvre des schémas de libéralisation des échanges au sein des groupements de coopération et d'intégration économiques en Afrique | 21 |
| a) | Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique orientale et australe (ZEP) | 21 |
| b) | Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) | 22 |
| c) | Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) | 23 |
| d) | Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) | 24 |
| e) | Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) | 24 |
| f) | Union du Maghreb arabe (UMA) | 25 |

CHAPITRE IV - CONCLUSION ET PROPOSITIONS VISANT A METTRE EN OEUVRE LES SCHEMAS DE LIBERALISATION DES ECHANGES 26

| | | |
|----|--|----|
| 1. | Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique orientale et australe (ZEP) | 26 |
| 2. | Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) | 26 |
| 3. | Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) | 27 |
| 4. | Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) | 27 |
| 5. | Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) | 27 |
| 6. | Union du Maghreb arabe (UMA) | 28 |

I. INTRODUCTION

1. Les échanges commerciaux enregistrés entre les pays africains représentent une faible fraction de la valeur totale du commerce du continent avec le reste du monde. Le bas niveau des échanges intra-africains est souvent attribué à des facteurs d'ordre structurel et d'ordre réglementaire. En effet le secteur extérieur des économies africaines est fort orienté vers les pays développés tandis que les pays africains continuent à édicter des politiques commerciales trop restrictives à l'égard des échanges intra-africains; les droits de douane ainsi que les mesures non tarifaires, fort variés de pays en pays, continuent à restreindre les flux commerciaux entre pays africains.

2. Il convient de rappeler que les pays africains ont institué des groupements économiques sous-régionaux qui sont chargés d'initier et/ou de renforcer l'intégration économique sur une base sous-régionale. Des programmes de libéralisation des échanges commerciaux ont été adoptés et mis en oeuvre partiellement ou entièrement par les Etats membres des différents groupements économiques sous-régionaux existants. Ces groupements comprennent: la Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique orientale et australe (ZEP), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) et la Communauté économique des Pays des grands lacs (CEPGL).

3. La présente étude aura donc pour objet d'analyser d'abord l'état de mise en oeuvre des schémas de libéralisation des échanges intra-africains existant au sein de chaque sous-région et de mettre en exergue, dans la mesure du possible, les problèmes ayant entravé leur mise en oeuvre. Des propositions d'amélioration de ces politiques commerciales seront formulées au regard des obstacles qui auront été identifiés.

4. L'étude comprendra quatre chapitres: le premier sera consacré à l'examen de la situation des échanges intra-africains, aux plans régional et sous-régional, le deuxième aux perspectives d'accroissement des échanges intra-régionaux; le troisième mettra en lumière les progrès enregistrés dans la mise en oeuvre des dispositions relatives à la libération des échanges dans le contexte sous-régional tandis que le quatrième formulera des propositions visant à renforcer le processus d'intégration des marchés en Afrique.

CHAPITRE I **TENDANCES ET CARACTERISTIQUES DES ECHANGES** **INTRA-AFRICAINS**

1. Tendances récentes

5. Malgré les progrès enregistrés dans le domaine de l'industrie et les efforts de libéralisation des échanges déployés par les pays africains au cours de ces dernières décennies, l'évolution récente des échanges intra-africains conduit à s'interroger sur les chances réelles de leur accroissement. Le tableau 1 illustre l'évolution du commerce extérieur africain entre 1980 et entre 1986 et 1989. On note une nette baisse de la valeur absolue du commerce extérieur de l'Afrique entre 1980 et 1986, passant de 94.942 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 46.682 millions en 1986, entraînant une baisse des recettes d'exportation. Cette situation tient principalement au fait que les cours des produits de base qui constituent le gros des exportations africaines vers les pays industrialisés ont connu une forte chute. Par contre, le commerce intra-africain exprimé en valeurs absolues a accusé une stagnation voire une légère augmentation. La part relative des échanges intra-africains n'a pas non plus accusé une tendance favorable. Comme le montra le tableau 1, cette part s'est quasiment stabilisée au tour de 6 p. 100 après avoir progressé de 3,1 à 6,1 p. 100 entre 1980 et 1986. Les obstacles fondamentaux à l'expansion du commerce intra-africain seront analysés à la première section du deuxième chapitre de l'étude.

Tableau 1
Commerce intra-africain (CTCI 0-9)
(en millions de dollars U.S.)

| | Commerce intra-africain | Commerce international | Commerce intra-africain taux en % |
|---------|----------------------------|---------------------------|---|
| 1980 | 2 970 | 94 942 | 3.1 |
| 1986 | 2 850 | 46 682 | 6.1 |
| 1987 | 3 092 | 51 980 | 5.9 |
| 1988 | 3 638 | 54 895 | 6.6 |
| 1989 | 3 877 | 56 136 | 6.9 |
| Moyenne | | | 5.7 |

Source: Bulletins mensuels des statistiques des Nations Unies, mai 1990 et mai 1991.

TABLEAU 2
Structure du commerce intra-africain (valeur en million de dollars des E.U.)¹

| Groupe de produits/Année | 1980 | | 1986 | | 1987 | | 1988 | | 1989 | |
|--|--------|-----|--------|-----|--------|-----|--------|-----|--------|-----|
| | Valeur | % | Valeur | % | Valeur | % | Valeur | % | Valeur | % |
| Produits alimentaires boissons, tabac (sections 0 et 1 du CTCI) | 727 | 24 | 762 | 27 | 812 | 26 | 858 | 23 | 848 | 22 |
| Matières premières, exceptés les produits pétroliers (section 3 du CTCI) | 271 | 9 | 310 | 11 | 342 | 11 | 378 | 10 | 480 | 12 |
| Produits chimiques (section 5 du CTCI) | 131 | 4 | 253 | 9 | 248 | 8 | 322 | 9 | 336 | 9 |
| Machines et équipement de transports | 87 | 3 | 202 | 7 | 204 | 7 | 294 | 8 | 348 | 9 |
| Autres produits manufacturés (sections 6, 8 du CTCI) | 543 | 18 | 554 | 19 | 635 | 21 | 789 | 22 | 769 | 20 |
| TOTAL | 2978 | 100 | 2850 | 100 | 3092 | 100 | 3658 | 100 | 3877 | 100 |

¹ Source: Bulletins mensuels des statistiques des Nations Unies, mai 1990 et mai 1991.

2. Dominantes principales des échanges intra-africains

6. Le tableau 2 montre qu'en termes de structure du commerce intra-africain deux groupes de produits ont constamment représenté plus de 50 p. 100 durant la dernière décennie. Il s'agit des produits alimentaires, des boissons et du tabac (sections 0 et 1 du CTCI) et des produits pétroliers et sous-produits y afférents (section 3 du CTCI). Leur part en 1980 représentait 66 p. 100 du total du commerce intra-africain, tandis que durant la période 1986-1989, cette part s'est élevée à une moyenne annuelle de 52 p. 100. La structure de la production africaine justifie cette prédominance des produits du cru dans les échanges intra-africains. La faible part des produits manufacturés dans ces échanges révèle le faible niveau de l'industrialisation du continent. La part des produits manufacturés dans ce commerce a oscillé au tour de 10 p. 100 durant la période considérée.

7. La régionalisation constitue une autre caractéristique importante des échanges intra-africains, qui s'effectuent entre pays voisins du fait de la proximité et des efforts de coopération multisectorielle déployés par les mêmes pays voisins qui sont regroupés au sein d'une entité d'intégration économique. Le commerce intra-africain se trouve ainsi concentré à l'intérieur des groupements économiques sous-régionaux. Les principaux produits sur lesquels portent ces échanges sont identifiés dans la section suivante.

3. Caractéristiques des échanges intra-sous-régionaux

8. Même s'il n'a pas été possible de disposer de données détaillées et actualisées du commerce à l'intérieur de chaque sous-région, il n'y a pas de raison de croire que sa structure soit différente de celle du continent étant donné la similarité de la production. Les produits agricoles occupent une part importante dans les échanges intra-sous-régionaux qui sont inférieurs à 1%. Les accords de coopération bilatérale conclus entre les pays d'une même sous-région comportent des listes de produits originaires exportables par les Etats signataires, mais peu de produits font effectivement l'objet d'échange. La neuvième réunion du Comité ad hoc pour les affaires douanières de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) tenue à Gisenyi (Rwanda), du 25 au 30 novembre 1991 a constaté que sur 118 produits ou groupes de produits inscrits sur les listes des produits échangeables, 24 seulement font l'objet d'échange, dont les plus importants sont au nombre de 10, à savoir ².

- les tissus et fils de coton
- les bouteilles
- les casiers et pots en plastique
- les bouchons - couronnes
- le tabac haché
- le riz et les brisures de riz
- les tuyaux en PVC et accessoires
- les bières
- l'huile de palme

² Source: Programme de promotion rapide des échanges commerciaux au sein de la CEPGL, document de travail no. GL/SEP/91/602, page 1.

- le zinc brut

9. Dans tous les six pays de l'Afrique du Nord, les exportations destinées aux pays développés varient de 80 à 100 pour cent des échanges totaux. La conséquence de la prédominance du commerce entre les pays de la sous-région et les pays développés est la part réduite du commerce intra-sous-régional qui ne dépasse pas 2 pour cent. Selon les informations fragmentaires dont on dispose, les pays de l'Afrique du nord s'échangent principalement:

- les produits alimentaires (fruits et légumes)
- les tissus de coton
- les tapis
- les meubles
- les produits pharmaceutiques
- le riz
- le sucre

10. En Afrique centrale, dont font partie les pays membres de l'UDEAC³ les échanges intra-sous-régionaux portent comme tout ailleurs en Afrique, sur des denrées de première nécessité et sur des produits utilisables dans les quelques industries qui y sont installées. Il s'agit notamment:

- a) des biens de consommation: viandes, poissons, céréales et farines de céréales, sel, sucre, huiles alimentaires, boissons (bières) et tabacs, produits d'habillement (tissus de coton), produits d'hygiène et de santé (savon);
- b) des biens intermédiaires: produits du règne animal, produits du règne végétal et matériaux de construction.

11. Le commerce intra-sous-régional des pays de l'Afrique de l'Ouest demeure relativement limité, comptant pour environ 3 pour cent du commerce total des pays de la sous-région. Un des traits caractéristiques de ces relations commerciales intra-sous-régionales est que le niveau et l'importance de ces échanges varient largement de pays en pays membres de la CEDEAO. Le Nigéria est de loin le plus grand exportateur et importateur au sein de la sous-région tandis que le Cape Vert tient une part minime dans les échanges intra-sous-régionaux. Ce commerce porte essentiellement sur les produits alimentaires; il demeure néanmoins limité étant donné la magnitude des importations totales des produits alimentaires effectuées par les pays de la sous-région. Il convient de souligner qu'en dépit du niveau limité du commerce intra-zonal, celui-ci s'avère important pour les pays enclavés de la sous-région dont les principales exportations consistent en animaux vivants et en viande. Un des produits bruts faisant l'objet du commerce intra-zonal important est le pétrole. En effet, le Nigéria fournit une proportion importante du pétrole brut aux raffineries en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Sénégal, au Libéria et en Sierra Leone. Les échanges intra-sous-régionaux de produits manufacturés sont négligeables du fait du faible niveau d'industrialisation.

³ Le Tchad, la Guinée équatoriale, Sao-Tomé et Principe, le Cameroun, le Congo, le Gabon et la République centrafricaine forment l'UDEAC.

12. Une liste commune détaille les produits qui doivent faire l'objet d'échanges dans le cadre de la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Le groupe I de cette liste commune comprend les produits alimentaires tels que les viandes, les poissons, le maïs, le sorgho et le riz; le groupe II les matières premières agricoles de la sous-région, tels les tabacs bruts, les bois bruts ainsi que les matières premières non agricoles. Le groupe III regroupe les biens intermédiaires (papiers, marbres, tubes et tuyaux en fonte) tandis que le groupe IV renseigne sur les biens de consommation durables et les biens de consommation non-durables et les biens de consommation non-durables, qui sont essentiellement des produits manufacturés.

CHAPITRE II

PERSPECTIVES D'ACCROISSEMENT DES ECHANGES INTRA-SOUS-REGIONAUX

13. Les échanges intra-africains ne se développeront que si certaines conditions sont remplies. L'élimination des principaux obstacles, tout particulièrement les barrières d'ordre réglementaire tels que les droits de douane et d'autres mesures non tarifaires contribuera à leur essor.

1. Conditions d'une intensification des échanges intra-africains

a) Obstacles

14. Les obstacles fondamentaux à la promotion des échanges commerciaux intra-africains consistent en la présence de produits concurrentiels, l'absence de complémentarité dans la structure de production, la dominance des circuits de distribution par les sociétés transnationales, les coûts de production élevés rendant incompétitifs les produits africains, les mesures gouvernementales d'ordre réglementaire ainsi que l'absence et/ou la défectuosité des infrastructures d'appui à la commercialisation des produits africains. Le manque de coordination de leurs plans de développement économique respectifs a conduit les pays africains à implanter des industries productrices concurrentielles. En outre, la plupart de ces industries sont surtout orientées vers les marchés nationaux et fonctionnent, faute de demande suffisante, en régime de sous-capacité. Dans le même ordre d'idées, il convient d'ajouter à cela le fait que les entreprises communautaires trouvent difficilement des débouchés au sein d'une même sous-région du fait que les pays appartenant à cette sous-région ne concrétisent pas l'engagement de consommer les produits de ces entreprises. Les habitudes commerciales freinent la consommation des produits africains, surtout quand ce sont les sociétés transnationales qui sont censées promouvoir les échanges intra-africains. Les difficultés de transport à l'intérieur du continent, l'insécurité régnant sur les voies d'acheminement accroissent les coûts des produits africains, les rendant ainsi incompétitifs par rapport aux produits étrangers, importés par les voies marines et surtout consommés par les populations urbaines. En outre les habitudes de consommation que ces populations développent représentent aussi un handicap à l'expansion des échanges intra-africains. La barrières douanières et réglementaires, qui seront analysées dans la section suivante, constituent également un frein à l'expansion des échanges intra-africains.

15. Il arrive que les opérateurs commerciaux africains soient beaucoup plus renseignés sur la disponibilité de produits étrangers que sur celle de produits africains. L'absence d'un mécanisme adéquat de collecte et de dissémination de l'information sur les possibilités commerciales aux niveaux régional et sous-régional est à l'origine de cette situation.

b) Perspectives d'accroissement

16. Le potentiel d'expansion du commerce au niveau sous-régional en Afrique est considérable. L'excédent commercial des pays africains qui est disponible pour l'échange est dirigé outre-mer. Une analyse des flux commerciaux entre les différentes sous-régions du continent montre qu'une grande partie de produits sont échangés avec le monde développé. Mais si l'on y regarde plus près, les pays africains importent en grande quantité en provenance des mêmes pays développés des produits ou groupes de produits qui sont également exportés par

d'autres pays africains. Les produits dits "produits correspondants" peuvent représenter une base solide d'échanges entre pays africains. Une analyse des flux commerciaux des différentes sous-régions par groupes de produits peuvent révéler des excédents commerciaux à écouler sur les marchés africains. Selon les estimations du Centre du commerce international CNUCED/GATT⁴, il existe au sein de la CEDEAO et de la ZEP une demande très importante d'huile non-raffinée (CTCI 3) et de machines et d'équipement de transport (CTCI 7). Les possibilités d'échanges s'offrent également dans d'autres secteurs de produits, tels que la catégorie CTCI 0 (produits alimentaires et animaux vivants) en dépit des intempéries qui altèrent l'offre. L'élimination des obstacles inventoriés ci-dessus permettra de tirer profit de l'exploitation du potentiel d'échanges intra-africains.

2. Nécessité d'une coopération douanière intra-sous-régionale

17. Les pays africains utilisent de plus en plus des instruments de contrôle de la politique commerciale. En effet, la plupart de ceux-ci ont adopté une politique économique principalement basée sur les revenus provenant des exportations et des importations. Ils dépendent en fait des droits de douane pour leurs revenus. Les taxes douanières sont généralement très élevées, au point que rares sont les produits africains qui demeurent compétitifs sur les marchés des pays qui imposent ces taxes. En outre les systèmes douaniers en vigueur dans différents pays ne sont pas similaires. Les impositions préférentielles entre pays africains sont limitées et ne couvrent qu'un certain nombre de produits. Il convient de signaler qu'à ces obstacles d'ordre tarifaire s'ajoutent de nombreuses restrictions quantitatives qui sont édictées à l'encontre d'importations africaines aux fins de protection d'industries nationales naissantes. Celles-ci sont généralement incapables de faire face à la concurrence étrangère. Ces obstacles non tarifaires ayant été identifiés dans d'autres rapports du secrétariat, il serait superflu de les détailler dans la présente étude qui se limite à l'examen des efforts de libéralisation des échanges qui ont été déployés par les pays africains en vue d'exploiter le potentiel commercial intra-africain.

18. Une coopération douanière entre pays africains suppose une mise en oeuvre de deux politiques commerciales différentes. On se réfère aux politiques vis-à-vis des pays développés d'une part et d'autre part, vis-à-vis des pays en voie de développement. A cette fin, les pays africains doivent recourir à l'intégration économique. La formation d'une union douanière ou d'une zone d'échanges préférentiels offre la possibilité de poursuivre une politique commerciale préférentielle au sein d'un groupe de pays et d'appliquer des obstacles commerciaux à l'encontre d'un autre groupe de pays.

19. La libéralisation des échanges entraîne des effets sur les économies des pays concernés. En effet, la production est plus rationalisée par l'élimination d'unités productrices inefficaces; l'efficacité des unités productrices conduit à la réduction des coûts unitaires de production; l'élargissement des marchés débouche sur des économies d'échelle; le surplus de l'offre devient évident; la diminution du revenu national doit être compensée par d'autres sources de revenus et la balance de paiements peut accuser un déficit si une action politique, telle la dévaluation, n'est pas prise pour corriger ce déficit.

⁴ Source: Notes sur le potentiel du commerce sous-régional en Afrique, CCI, 16 février 1990, page 3.

CHAPITRE III

LIBERALISATION DES ECHANGES AU SEIN DES GROUPEMENTS ECONOMIQUES SOUS-REGIONAUX EXISTANTS

20. Ce chapitre passe en revue les efforts d'intégration économique qui ont été déployés par les pays africains durant ces deux dernières décennies. Un accent particulier sera mis dans un premier temps sur les progrès enregistrés dans ce domaine et dans un deuxième temps sur les obstacles qui auraient entravé l'accélération du processus d'intégration économique au niveau de chaque sous-région.

1. Principales mesures de libéralisation des échanges qui ont été adoptées par les Etats membres de la ZEP, de la CEPGL, de l'UDEAC, de la CEEAC, de la CEDEAO et de l'UMA

a) Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique orientale et australe (ZEP)

21. La zone a pour objectifs de promouvoir la coopération des pays membres notamment dans les domaines du commerce, des douanes, de l'industrie, de l'agriculture, des transports, de la monnaie et des ressources naturelles. Le développement de la Zone d'échanges préférentiels débouchera sur la création d'un Marché commun, première étape conduisant vers l'établissement d'une Communauté économique des Etats de l'Afrique orientale et australe. Les articles 12 à 17 du Traité stipulent que les Etats membres s'engagent à réduire et à éliminer les droits de douane et les barrières non tarifaires imposés à l'importation ou à l'exportation des produits spécifiés dans la Liste commune comprenant des produits déterminés originaires de la Zone et présentant pour les Etats membres un intérêt à l'exportation et à l'importation. Conformément aux articles 3 et 4 du Protocole relatif à l'abaissement et à l'élimination des barrières douanières (Annexe I du Traité) les produits figurant sur la Liste commune seront classés en divers groupes et bénéficieront des réductions selon les pourcentages suivants:

| | | | |
|----|-------------|--|-----|
| a) | Groupe I: | Alimentation | 30% |
| b) | Groupe II: | Matières premières | |
| | i) | agricoles | 50% |
| | ii) | non agricoles | 60% |
| c) | Groupe III: | Biens intermédiaires | 65% |
| d) | Groupe IV: | Biens de consommation manufacturés | 40% |
| | i) | durables | 40% |
| | ii) | non durables | 35% |
| | iii) | hautement concurrents | 30% |
| | iv) | présentant une importance particulière pour le | |

| | | | |
|----|------------|---|-----|
| | | développement économique | 70% |
| e) | Groupe V: | Biens d'équipement (y compris le matériel de transport) | 70% |
| f) | Groupe VI: | Produits de luxe | 10% |

22. L'article 4 du même Protocole précise que les Comores et Djibouti pourront, au cours de la période de deux ans qui suit l'entrée en vigueur du Traité, réduire leurs droits de douane dans une proportion de 25 pour cent seulement des taux de réductions douanières applicables aux Etats de la Zone. Leurs taux de réductions douanières ultérieures seront négociés lors de chaque série de négociations.

23. L'article 5 du même Protocole précise que les barrières non tarifaires relatives aux produits figurant sur la Liste commune seront assouplies ou supprimées, sous forme de traitement préférentiel ou d'exemption. Il y est également stipulé que les Etats membres s'engagent à procéder en permanence à l'examen de ces barrières regroupées en:

- a) Restrictions quantitatives
- b) Octroi de licences d'exportation et d'importation
- c) Octroi de certificats de change
- d) Interdiction, temporaire ou non, d'importer
- e) Versements anticipés de provisions pour l'importation
- f) Autorisation conditionnelle d'importer
- g) Taxes spéciales pour l'octroi de certificats de change
- h) Indications relatives aux sources d'importation

24. Selon l'article 6 du Protocole portant sur l'abaissement des barrières tarifaires, les Etats membres de la ZEP s'engagent à ne pas augmenter les droits de douane et à ne pas multiplier les barrières non tarifaires à l'encontre des produits figurant sur la Liste commune. Il est également indiqué que la réduction ou la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires en faveur des produits figurant sur la Liste commune intervient 180 jours au plus tard à compter de la date à laquelle un accord est conclu sur une telle réduction ou suppression.

25. Il est prévu que les concessions tarifaires et non tarifaires que certains pays se seraient réciproquement octroyées à titre d'autres accords commerciaux préférentiels s'étendraient à tout autre Etat membre désireux de bénéficier de ces concessions, sur une base réciproque.

b) Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL)

26. La convention portant création de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), signée le 20 septembre 1976 par les chefs d'Etat et de gouvernement du Burundi, du Rwanda et du Zaïre, visait entre autres à assurer la sécurité des Etats membres et de leurs populations, à promouvoir les échanges commerciaux et la circulation des personnes et des biens et à développer la coopération dans les domaines social, économique, scientifique et culturel.

27. En application des dispositions de cette Convention, les Etats membres ont signé un certain nombre de conventions et de protocoles relatifs à la coopération dans les domaines du commerce, de la libéralisation du commerce des produits du cru et de la coopération douanière qui sont analysés dans les paragraphes suivants.

28. En septembre 1978 un accord de coopération commerciale et douanière a été signé par les Parties qui s'engagent à autoriser, moyennant l'introduction d'un avis d'importation ou d'exportation CEPGL, l'importation ou l'exportation des marchandises figurant sur les listes annexées à l'accord. L'arrangement monétaire conclu entre les trois pays devait faciliter les transactions commerciales intra-CEPGL.

29. La Convention qui a été signée le 1er décembre 1985 à Gisenyi, (Rwanda) sur la libre circulation de personnes, de biens, de capitaux et le droit d'établissement prévoit l'établissement d'une zone de libre échange et d'une union douanière. Cette dernière serait créée dans les dix ans suivant l'établissement d'une Zone de libre échange qui devrait être actuellement dans sa phase de transition. Il a été prévu pour la zone de libre échange un stade préparatoire de 3 ans devant débuter en 1987 et un stade transitoire de 7 ans devant durer de janvier 1990 à décembre 1996. Le programme de libéralisation des échanges couvrant le stade préparatoire de la Zone de libre échange prévoyait:

- i) la mise en vigueur du tarif préférentiel CEPGL et l'expérimentation des premières mesures d'assouplissement des barrières non-tarifaires;
- ii) la suppression des barrières non tarifaires à la circulation des biens;

30. Il a été convenu qu'au cours du stade transitoire de la zone de libre échange les Etats membres mèneraient à bien les actions suivantes:

- i) négociation et application de la deuxième réduction d'obstacles tarifaires;
- ii) suppression des droits et taxes résiduels à l'importation.

31. Le 1er décembre 1985 fut également signé le Protocole libéralisant le commerce des produits du cru, en vertu duquel il est prévu que les produits dits du cru pourront circuler librement à l'intérieur de la Communauté aux conditions suivantes:

- i) les produits doivent être originaires des Etats membres, c'est-à-dire être d'origine animale, minérale ou végétale et n'avoir subi aucune transformation de caractère industriel;
- ii) lesdits produits doivent, en outre, être agréés, c'est-à-dire figurer sur l'une des listes annexées au protocole;
- iii) les produits mentionnés en i) ci-dessus, vivants, et les sous-produits qui, sans avoir donné lieu à une transformation industrielle, ont reçu un apprêt destiné à en assurer la conservation en l'état ou à en faciliter la circulation (congélation, mise en saumure, séchage, solage, chaulage, dégrossissage, équarrissage, etc...).

32. Le Protocole stipule que tous produits figurant sur l'une ou l'autre des listes, peuvent circuler librement au sein de la Communauté, en franchise de tous droits et taxes à l'importation, à l'exclusion, le cas échéant, des taxes intérieures spécifiques ou *ad valorem* frappant le produit. S'agissant des exportations, les dispositions du Protocole demandent aux Etats membres d'exonérer les produits agréés de tous droits et taxes à l'exportation, lorsque lesdits produits sont exportés vers un autre pays membre de la Communauté. Sont toutefois exclus de ces mesures d'exonération, les produits de même espèce d'origine étrangère. Les listes des produits du cru agréés doivent être revues périodiquement selon une procédure prévue par le Protocole.

33. Conformément à l'article 2 du Protocole relatif à l'accord de coopération commerciale et douanière, les Etats membres ont signé en 1990 un Protocole portant création du tarif préférentiel de la CEPGL, qui a pour objectif de contribuer à la promotion et à la libéralisation progressive des échanges entre les Etats membres, en vue d'assurer la libre circulation des biens en franchise de tous droits et taxes à l'importation et à l'exportation sur les produits originaires de la CEPGL. En vertu du même article, les Etats membres s'engagent à :

- i) réduire et supprimer progressivement entre eux, les droits de douane et autres taxes ayant effet équivalent auxquels sont soumis leurs échanges commerciaux de produits spécifiques et figurant sur une liste commune;
- ii) supprimer les droits et taxes à l'exportation sur les produits qui bénéficieront du tarif préférentiel au sein de la Communauté;
- iii) favoriser leurs échanges réciproques directs.

34. Au titre de l'article 3 du Protocole susmentionné, les Etats membres sont convenus d'adopter une liste commune de produits spécifiques originaires des Etats membres pouvant bénéficier d'un traitement préférentiel. Il est établi que la liste commune devra comporter des produits spécifiques présentant pour les Etats membres un intérêt à l'exportation ou l'importation et faire l'objet de négociation et de modification par le Conseil des Ministres de la CEPGL. Une taxe unique et uniforme reprise sur la liste commune sera appliquée à l'importation.

35. En vertu du même Protocole, le Conseil est habilité à fixer les réductions d'un pourcentage commun et la suppression des droits de douane et autres taxes d'effet équivalent. Une augmentation des droits de douane et autres taxes d'effet équivalent n'est pas autorisée en ce qui concerne les produits figurant sur la liste commune. Les concessions tarifaires que certains Etats membres se seront déjà accordées seront étendues à tout Etat membre désireux de bénéficier de telles concessions sur une base réciproque.

c) Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC)

36. L'article 27 du Traité instituant l'UDEAC prévoit que l'Union constitue un seul territoire douanier à l'intérieur duquel la circulation des personnes, marchandises, biens, services et capitaux est libre. En fin de compte le but de l'Union est de promouvoir l'établissement progressif d'un Marché commun par le biais de l'harmonisation des plans de développement, de la coopération et du développement en matière d'économie rurale, de l'adoption d'une politique de répartition équitable des projets industriels communautaires et de la réduction ou de la

suppression des obstacles au commerce inter-Etats. Avant d'entamer la mise sur pied de l'Union économique, les Etats membres se sont d'abord souciés de libéraliser les échanges au sein de l'Union par l'adoption d'une politique consistant dans:

- i) l'instauration d'un tarif douanier et fiscal d'entrée commun dans leurs relations avec les pays tiers;
- ii) l'admission en franchise de tous droits et taxes d'entrée des produits du cru originaires des Etats membres;
- iii) la mise en oeuvre d'un régime préférentiel spécial, dit de taxe unique, applicable à l'importation dans les Etats membres des produits industriels originaires de l'Union;
- iv) l'abandon progressif entre les Etats membres des pratiques commerciales restrictives.

d) Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC)

37. Le Traité portant création de la CEEAC a été signé à Libreville, Gabon, le 18 octobre 1983 par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres. L'article 4 du Traité précise que la Communauté procédera à:

- i) l'élimination entre les Etats membres des droits de douane et toutes autres taxes d'effet équivalent à l'importation et à l'exportation des marchandises;
- ii) l'abolition entre les Etats membres des restrictions quantitatives et autres entraves au commerce;
- iii) l'établissement et le maintien d'un tarif douanier extérieur commun.

38. Les Protocoles annexés au Traité incluent ceux qui ont trait à l'abolition des droits de douane entre les Etats membres, à l'élimination des barrières non tarifaires, l'établissement d'un tarif extérieur commun et la coopération douanière.

39. Dans le domaine de la libéralisation des échanges, deux mesures sont envisagées: l'élimination des droits de douane, des contingentements, des restrictions ou des prohibitions ainsi que les obstacles d'ordre administratif au commerce.

e) Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

40. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest compte 16 nations membres. Le Traité instituant cette Communauté a été ratifié en 1975 par les gouvernements du Ghana, de Côte d'Ivoire, du Bénin, de Gambie, de Guinée, du Libéria, de Guinée Bissau, du Burkina Faso, du Mali, du Nigéria, du Sénégal, de Sierra Leone et du Togo. Le Cape-Vert en est devenu membre en 19789 dès son accession à l'indépendance.

41. En vue d'atteindre les objectifs du Traité en matière de libéralisation des échanges, les Etats membres de la Communauté ont tout d'abord procédé à une consolidation des droits de douane et autres taxes à effet équivalent, ainsi que les barrières non tarifaires à la circulation des produits originaires de la CEDEAO, à compter du 28 mai 1979, ainsi qu'à l'introduction d'une nomenclature douanière communautaire, de normes statistiques communes et de documents douaniers communs⁵. A partir de cette même période, il est prévu que les produits du cru et de l'artisanat bénéficieront de la franchise totale des obstacles tarifaires et non tarifaires. Un calendrier a été établi pour la libéralisation des droits de douane et autres taxes équivalentes frappant les importations de produits industriels. Les Etats relativement plus industrialisés de la CEDEAO⁶ élimineront les obstacles en six étapes réparties sur six ans, tandis que les autres Etats les élimineront sur une période de huit ans. Une liste de produits industriels bénéficiant de ce traitement préférentiel a été adressée par les Etats membres. Ces produits devraient être obtenus par des entreprises jouissant du statut communautaire pour être éligibles au traitement préférentiel prévu par le Schéma. La libéralisation des obstacles non tarifaires grevant les produits industriels devait s'effectuer sur une période de quatre ans, à dater du 28 mai 1981. Il convient d'ajouter que cette libéralisation des produits industriels était assortie d'un système de compensations fiscales payées par les pays exportateurs de produits industriels en faveur de ceux qui les importent à titre de compensation des pertes de recettes budgétaires résultant de la réduction tarifaire préférentielle. La différence entre le montant des recettes d'exportation au titre de la nation la plus favorisée et celui des recettes réelles résultant de l'application du taux préférentiel CEDEAO devait constituer la base de compensation en faveur du pays importateur.

42. Un programme de libre-échange revigoré concernant 25 produits industriels approuvés, qui sont fabriqués par 20 entreprises agréées, a été adopté le 1er janvier 1990. Ce nouveau schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO prévoit que la réduction tarifaire doit porter sur des produits industriels obtenus par les entreprises dont au moins 57% des actions sont détenus par les nationaux des Etats membres, alors que le schéma précédent prévoyait 35%. Un certificat d'origine est exigé à l'importation de ce type de produits.

f) Union du Maghreb arabe (UMA)

43. C'est en 1988 que l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie ont fait une déclaration proclamant l'établissement d'une Union du Maghreb arabe (UMA) et signé un Traité soulignant les principes, les objectifs et les structures de l'Union.

44. Les dispositions du Traité indiquent que les Etats membres de l'Union se sont engagés à coopérer dans plusieurs domaines. Il est avant tout établi que la libre circulation des personnes, des biens et services et des capitaux au sein des Etats membres se réalisera par étapes. L'article 3 du Traité stipule que les Etats membres formuleront des politiques communes dans presque tous les secteurs y compris la diplomatie, la défense, l'économie et la culture. Dans la sphère économique, le Traité vise le développement de la sous-région à travers des "joint ventures" et des programmes spécialisés.

⁵ TD/B/C.7/51, deuxième partie: "Evolution récente dans les organismes sous-régionaux".

⁶ Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria et Sénégal.

45. Depuis la signature du Traité instituant l'UMA, on a constaté que les représentants des Etats membres ont pris un certain nombre de décisions dans le secteur de l'intégration. C'est à Alger que les Ministres des affaires étrangères, les ministres d'économie et de la planification, les ministres des finances de l'économie et de la planification, les ministres des finances et ceux de l'agriculture ont mis au point, les 18 et 19 octobre 1990, une "stratégie de développement de la sous-région" prévoyant quatre étapes:

- i) la création d'une zone de libre échange avant 1992 rendant possible la circulation des biens dans la sous-région sans l'imposition d'une double taxe. La réalisation de cet objectif exige que les Etats membres prennent des mesures de stabilisation des barrières tarifaires et non tarifaires, des droits d'entrée et de toutes autres taxes à effet équivalent ainsi que des taxes internes en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Traité;
 - ii) la création d'une Union douanière avant 1995 par la suppression de toutes les barrières administratives, l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires frappant les échanges intra-maghrébins et l'adoption d'un tarif extérieur commun;
 - iii) la réalisation en l'an 2000 d'un Marché commun maghrébin par i) l'adoption d'une politique commune dans les domaines tels que l'agriculture, les transports et les communications, l'industrie, l'énergie et la recherche scientifique; ii) l'harmonisation des politiques monétaires, financières et fiscales; iii) la mise en application du principe de la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement;
 - iv) la création d'une Communauté économique, à une date qui n'est pas encore fixée.
2. Progrès enregistrés et problèmes rencontrés dans la mise en oeuvre des schémas de libéralisation des échanges au sein des groupements de coopération et d'intégration économiques en Afrique

46. Les progrès enregistrés et les problèmes rencontrés par les Etats membres dans la libéralisation des échanges au niveau de chaque sous-région sont analysés dans les paragraphes suivants.

a) Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique orientale et australe (ZEP)

47. Plusieurs décisions ont été prises par les instances de la ZEP en vue d'appliquer le programme de libéralisation des échanges pour une liste commune de produits, qui avait été lancé au cours des premières années d'existence de la ZEP. En juin 1987, les ministres des pays membres ont décidé d'abaisser les droits de douane de façon linéaire de 10 pour cent tous les deux ans entre 1988 et 1996. Réunis à Lusaka (Zambie) du 24 au 27 janvier 1992, les ministres des Etats membres n'ont pas adopté la proposition tendant à accélérer la libéralisation du commerce par l'élimination des droits de douane au plus tard en 1995. En effet, quelques pays ont fait remarquer les difficultés à se conformer à une telle proposition en raison des délais enregistrés dans la mise en oeuvre des décisions prises antérieurement sur la question de

libéralisation des échanges. La peur de pertes substantielles de revenus poussent certains Etats membres à freiner l'exécution des schémas de libéralisation des échanges.

48. En outre, la ZEP a été confrontée à plusieurs problèmes au moment de mettre en oeuvre le programme de libéralisation des échanges. Il ressort du rapport de la réunion de Lusaka mentionnée dans le paragraphe précédent que plusieurs pays ont émis des réserves quant à la poursuite de l'exécution des décisions relatives à la libéralisation des échanges. En effet, certains pays ont fait savoir qu'il leur était difficile de continuer à publier les réductions tarifaires alors que les marchés les plus importants de la sous-région refusaient l'entrée aux produits originaires de ces pays en leur opposant des obstacles non tarifaires. Certains pays ont même menacé d'annuler les premiers tarifs de la ZEP et de ne plus délivrer des licences d'importation en faveur des produits originaires des pays qui appliquent des restrictions à leurs produits.

49. Tout en reconnaissant que plusieurs pays, déployaient des efforts pour libéraliser les obstacles non tarifaires, les ministres de la ZEP étaient d'avis que la réduction tarifaire devait s'accompagner de l'élimination des barrières non tarifaires au sein des Etats membres. Ils ont par conséquent décidé d'examiner régulièrement cette question importante et d'établir un calendrier pour l'élimination de ces restrictions aux échanges dans la sous-région. En outre, certains pays pensent que la Liste commune constitue un obstacle à l'expansion du commerce intra-communautaire du fait que les nouveaux produits ne bénéficient pas du traitement préférentiel prévu par le Traité.

50. Plusieurs pays sont par contre en train de prendre des mesures nécessaires à la publication des réductions tarifaires de 10 pour cent; c'est le cas de l'Ethiopie, du Kenya, du Malawi, de Maurice, du Mozambique, du Rwanda, du Soudan, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe.

b) Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL)

51. Le programme de libéralisation des échanges au sein de la CEPGL n'a pas encore produit les effets escomptés quant à l'intensification des échanges intra-communautaires, dont le niveau demeure bas en regard de l'importance des transactions effectuées avec le reste du monde.

52. La mise en application des instruments de coopération dans le domaine de la libéralisation des échanges intra-communautaires s'est heurtée à des obstacles de divers ordres.

i) L'accord de coopération commerciale et douanière

53. Tous les Etats membres de la CEPGL n'ont pas encore ratifié cet accord.

(ii) Le protocole portant libéralisation du commerce de produits du cru

54. L'application des dispositions de ce protocole n'a pas été aisée. Tout d'abord, le Protocole sur la libéralisation du commerce des produits du cru est entré en vigueur relativement tard, c'est-à-dire cinq ans après sa signature. Ensuite, les Administrations concernées ont éprouvé des difficultés quant à la vérification du caractère originaire des produits du cru. En outre, il existe un commerce frontalier important qui n'est pas enregistré par les administrations

douanières. Les avis CEPGL n'ayant pas été poursuivis à cause des difficultés de paiement ont poussé les opérateurs économiques à recourir au commerce frontalier non enregistré qui ne nécessite pas de licence d'importation.

(iii) Le protocole portant création d'un tarif préférentiel de la CEPGL

55. L'Accord de coopération commerciale et douanière dispose en son article 2 que les parties contractantes pourront s'octroyer réciproquement des avantages tarifaires sur certains produits et marchandises originaires des Etats membres. 96 produits ou groupe de produits originaires sont visés par le Protocole. Le Protocole n'est pas encore appliqué du fait que tous les Etats membres ne l'ont pas encore ratifié. L'article 15 stipule que le Protocole entrera en vigueur à la date du dépôt du dernier instrument de ratification au secrétariat exécutif permanent de la CEPGL. A ce jour, seuls le Burundi et le Zaïre ont ratifié le Protocole.

c) Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC)

56. Les mécanismes de coopération mis en place au sein de l'UDEAC ont fonctionné différemment.

(i) Le tarif douanier et fiscal commun

57. L'application de ce tarif a amené les Etats membres à:

- harmoniser le droit fiscal d'entrée et la taxe commune sur le chiffre d'affaires à l'importation;
- imposer un taux de droit de douane aux importations provenant de pays tiers, les produits "originaires" devant circuler librement;
- institutionnaliser une taxe complémentaire à l'importation afin de corriger le niveau de recettes suite aux pertes accusées par certains pays du fait de l'harmonisation.

58. L'abolition des barrières douanières au sein de l'Union a amené les Etats membres à adopter un instrument subsidiaire appelé "Enquête permanente ou contrôle statistique", en vue de contrôler les échanges et d'obtenir les statistiques sur les flux commerciaux inter-Etats.

59. On a constaté que le fait de laisser la fixation du taux de la taxe complémentaire à la compétence discrétionnaire de chaque Etat membre constituait en fait une barrière tarifaire aux mouvements commerciaux inter-Etats. En outre l'échec de ce mécanisme de coopération est venu du fait que les Bureaux communs des douanes n'ont pas reversé régulièrement les recettes perçues en faveur des Etats membres.

(ii) La libre circulation en franchise des produits du cru originaires des Etats membres

60. Il a été observé qu'en pratique certains produits du cru tels que le café, le bois, le thé, le coton, le cacao ne bénéficient pas des privilèges prévus par le Traité. Lors de leur circulation à l'intérieur de l'Union, les produits du cru tout comme les autres produits originaires de pays tiers font l'objet d'un pointage appelé "Enquête permanente".

(iii) Le régime préférentiel spécial, dit la taxe unique applicable à l'importation dans les Etats membres de produits industriels originaires

61. Ce régime n'a pas fonctionné convenablement. En effet, le non versement régulier des recettes à l'Etat de consommation effective a été une des raisons de l'échec du régime de la taxe unique en tant que mécanisme sous-régional.

d) Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC)

62. Depuis sa création, en octobre 1983, la CEEAC n'a pas encore enregistré de progrès notables dans la réalisation de ces objectifs. On note cependant que les Etats membres ont déjà pris les décisions relatives au gel des barrières non tarifaires et à la libéralisation des échanges des produits du cru.

e) Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

63. Jusqu'à ce jour, la mise en oeuvre du schéma de libéralisation de la Communauté a connu très peu de progrès. Quelques pays ont soumis leurs produits industriels pour inclusion dans le schéma. En fait, la majorité des Etats membres sont toujours tenus de le faire. Les contributions respectives au Fonds de compensation ne sont pas versées promptement ou ne le sont même pas. Les Etats membres sont tenus d'imprimer et de distribuer à leurs opérateurs économiques les documents douaniers harmonisés, spécialement les certificats d'origine et les formulaires de déclaration en douane en vue de rendre opérationnel le schéma de libération des échanges. Or, à ce jour seuls quelques pays l'ont fait et ont informé le secrétariat de la CEDEAO. Les retards et les reports enregistrés dans la mise en oeuvre de ce programme de libéralisation des échanges ont débouché sur un schéma dramatiquement arriéré par rapport au calendrier initial. A titre d'exemple, les réductions tarifaires préférentielles accordées en 1991 par le Ghana aux produits industriels communautaires s'élevaient à 20 p. 100, alors que la libéralisation devait être totale vers 1985.

64. Le retard dans la mise en oeuvre du schéma tient à un certain nombre de facteurs, parmi lesquels on peut mentionner: la non sensibilisation des opérateurs économiques au schéma par les Etats membres, leur crainte de ne pas recevoir de compensation en cas de perte de revenus, le manque d'harmonisation des politiques commerciales. En outre, le commerce intra-communautaire des produits déjà couverts par le schéma progresse lentement du fait de la défectuosité des voies de communications, des barrières à la libre circulation des marchandises découlant des nombreux pointages au sein de la sous-région et du manque d'informations commerciales.

f) Union du Maghreb arabe (UMA)

65. Les relations commerciales entre les pays de la sous-région s'effectuent principalement sur une base bilatérale. Les 15 conventions signées par les Etats membres ne sont pas encore entrées en vigueur.

CHAPITRE IV

CONCLUSION ET PROPOSITIONS VISANT A METTRE EN OEUVRE LES SCHEMAS DE LIBERALISATION DES ECHANGES

66. Les précédents chapitres ont mis en exergue le faible niveau des échanges intra-sous-régionaux et l'ampleur des obstacles qui s'opposent à leur essor, en particulier les barrières tarifaires, qui constituent d'importantes sources de revenus budgétaires ainsi que les barrières non tarifaires.

67. En reconnaissant l'urgente nécessité d'éliminer ces entraves, les Etats membres se sont regroupés en sous-régions pour y exercer des actions spécifiques de coopération et d'intégration économiques. L'élimination de ce type d'obstacles nécessitait un programme de coopération douanière bien réaliste. Les différents traités instituant les groupements sous-régionaux visés par la présente étude ont donc prévu des dispositions précises relatives à l'élimination des obstacles d'ordre douanier. Des schémas de libéralisation des échanges ont été mis en place au sien de chaque groupement sous-régional. Des calendriers pour leur suppression ont été mis au point, mais, à la lumière de renseignements disponibles au secrétariat, la mise en oeuvre de tous les schémas de libéralisation a connu des retards assez importants.

68. En vue d'accélérer la mise en oeuvre es schémas de libéralisation des échanges, les recommandations suivantes sont formulées.

1. Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique orientale et australe (ZEP)

Les Etats membres devraient:

- i) Evaluer les pertes éventuelles des gouvernements qui résulteraient des réductions tarifaires, de façon à rassurer les intéressés et renforcer la mise en oeuvre du programme de libéralisation;
- ii) Prévoir des mécanismes compensatoires en faveur des pays les moins avancés qui seraient affectés par ces réductions tarifaires;
- iii) Publier régulièrement la liste des barrières non tarifaires imposées par les Etats membres et suivre de près leur élimination par les Etats membres;
- iv) Encourager le recours à la Chambre de compensation;

2. Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL)

- i) L'Accord de coopération commerciale et douanière et le Protocole portant création d'un tarif préférentiel de la CEPGL et la Convention de libre circulation de personnes, de biens, de capitaux devraient être ratifiés de façon groupée dans les meilleurs délais comme l'ont récemment décidé les Chefs d'Etat et de gouvernement;
- ii) Les Etats membres devraient prendre des mesures appropriées pour rendre obligatoire la souscription d'avis d'importation ou d'exportation CEPGL en ce qui concerne le commerce intra-communautaire des marchandises originaires;
- iii) Une "Liste commune" des produits du cru devrait être établie pour faciliter les échanges intra-communautaires.

3. Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC)

Les Etats membres devraient:

- i) Supprimer les instruments de contrôle du commerce intra-communautaire tels que l'Enquête permanente;
- ii) Reverser régulièrement les recettes perçues en faveur des Etats membres de l'Union;
- iii) Octroyer des privilèges aux produits du cru en circulation à l'intérieur de l'Union.

4. Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC)

69. Les Etats membres devraient prendre des mesures pour surmonter les difficultés rencontrées dans l'exécution des dispositions relatives à la libéralisation des échanges. A cet effet, il convient d'exploiter les études techniques qui ont été réalisées dans la sous-région par le secrétariat avec l'assistance financière du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

5. Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO)

Les Etats membres devraient:

- i) axer la libéralisation des échanges sur l'harmonisation des politiques commerciales et les structures de production industrielle;
- ii) institutionnaliser le rôle du secteur privé dans le processus de libéralisation des échanges en créant un Conseil économique chargé de définir les modalités de mise en oeuvre des schémas de libéralisation des échanges.

6. Union du Maghreb arabe (UMA)

70. Les Etats membres devraient déployer des efforts en vue d'intégrer les économies nationales de façon à s'assurer que le processus d'intégration ne soit pas mis en question par d'autres facteurs.